

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1920-1921.

COMPTES ARRIÉRÉS DES ANNÉES 1914 A 1918.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ÉCONOMIES (1), PAR M. MECHÉLYNCK.

MESSIEURS,

Votre Commission des Finances croit devoir soumettre à la Chambre, avant la fin de la session, les renseignements qu'elle a réunis sur les comptes de l'État pour la période de guerre.

La loi organique sur la comptabilité de l'État (art. 43) prescrit au Ministre des Finances de communiquer aux Chambres et de transmettre à la Cour des Comptes, dans le premier trimestre de chaque année, le Compte général des finances comprenant l'exercice clos et la situation provisoire de l'exercice suivant avec les documents à l'appui.

Cette prescription n'a plus été observée depuis 1914; les comptes des années 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 n'ont été communiqués ni aux Chambres ni à la Cour des Comptes.

Par lettre du 28 janvier 1920, la Cour des Comptes a demandé au Ministre des Finances « s'il entrait dans son intention de lui transmettre incessamment les » comptes généraux de la période de guerre, tant ceux de la partie du pays qui » a subi l'occupation que ceux de la gestion du Gouvernement en dehors de ce » territoire ».

Le 20 février suivant, le Ministre des Finances priait ses collègues de faire parvenir à la Cour, appuyés s'il y a lieu des pièces justificatives de la dépense, les doubles des ordonnances de paiement et d'ouverture de crédit émises depuis

(1) Cette Commission est composée de MM. MECHÉLYNCK, *président*, BOLOGNE, CARLIER, DAVID, DE BRUYNE, DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SERRUYS, SOUDAN, STRAUS, VAN LIMBURG STIRUM et WAUWERMANS.

l'arrivée du Gouvernement à Anvers ; il leur demandait en même temps de lui faire connaître la date à laquelle ils pourraient lui transmettre pour 1914 les comptes des comptables de leur Département.

Ces lettres ont été communiquées à la Chambre par le Premier Ministre, Ministre des Finances, le 27 février 1920 ; elles ont été annexées au Rapport général sur le Budget de 1920 ⁽¹⁾.

Votre Commission des finances, dès sa constitution en décembre 1920, s'est préoccupée de l'inexécution des dispositions légales relatives aux comptes de l'État ; elle a décidé, en vue de l'examen du Budget de 1921 dont elle allait être saisie, de réclamer avant tous autres le compte de l'exercice 1919 et la situation provisoire de l'exercice 1920.

L'Administration de la Trésorerie s'est efforcée de lui donner satisfaction ; les deux documents lui ont été remis dans la forme adoptée avant la guerre pour leur publication dans l'Exposé de la situation du Trésor ; ils sont annexés au Rapport général du Budget de 1921 ⁽²⁾.

Immédiatement après le vote du Budget, la Commission des finances a repris la question des comptes arriérés des années de guerre. Elle a réclamé à la Cour des Comptes, qui les lui a données dans une lettre du 30 août 1921, des précisions sur l'état de la vérification de la comptabilité de cette période. L'Administration de la Trésorerie, à laquelle la lettre de la Cour a été communiquée, a fait savoir, dès le 9 septembre, qu'elle reconnaissait l'exactitude de ces renseignements ; elle a annoncé en même temps qu'une Commission avait été constituée au mois de juillet « à l'effet de rechercher les moyens de satisfaire au légitime désir de la Commission des Finances de voir dresser, dans le plus bref délai possible, les comptes des années 1914 et suivantes ».

Vous trouverez, Messieurs, la lettre de la Cour des Comptes et celle de l'Administration de la Trésorerie aux annexes de ce rapport.

Les nouvelles mesures arrêtées par l'Administration des Finances seront-elles plus efficaces que celles de 1921 et permettront-elles de soumettre enfin aux Chambres la comptabilité des années de guerre tant de fois réclamée ?

Le Président-Rapporteur,

A. MECHELYNCK.

(1) Session de 1919-1920, document n° 192, page 33.

(2) Session de 1920-1921, document n° 261, p. 21.

ANNEXE I.

COUR DES COMPTES
—

Cabinet
du Président.

—

Bruxelles, le 30 août 1921.

Les comptes arriérés de 1914 comprennent :

- 1° Le compte de 1914 jusqu'à l'occupation ;
- 2° Les comptes de l'occupation ;
- 3° Les comptes du Havre.

Voici quelle est la situation actuelle :

Le compte général de 1914 n'a pas encore été commencé par le Département des Finances. Son établissement dépend de la fixation des comptes individuels des comptables de recettes : contributions, enregistrement, chemins de fer, postes, télégraphes, marine. Des déficits résultant de faits de guerre existent chez de nombreux comptables ; pour en fixer le montant, il faut, le plus souvent, reconstituer les écritures, ce qui présente des difficultés et exige beaucoup de temps. L'Administration des Contributions et celle de l'Enregistrement ont fait dresser les comptes 1915 au cours des hostilités, sauf dans la région d'étape ; ces comptes ont été adressés à la Cour et arrêtés par celle-ci. Mais le Département des Chemins de fer, malgré de nombreuses instances, reste en retard de produire les siens. Sur 1,600 déficits environ, 157 seulement ont été soumis à la Cour : ils ont été vérifiés d'urgence et arrêtés. Telle est la principale raison pour laquelle le Ministre des Finances n'est pas encore à même de dresser le compte général de 1914.

Quant aux comptes généraux de la période d'occupation, les pièces de dépenses ont été soumises régulièrement à la Cour, qui les a vérifiées. Mais les comptes des comptables des contributions pour les années 1915 et suivantes, de l'enregistrement pour les années 1916 et suivantes, des agents du Trésor pour les années 1914 et suivantes, ne nous sont pas encore parvenus.

En ce qui concerne la comptabilité du Havre, le Département des Finances ne dressera le ou les comptes généraux qu'après vérification de la Cour, des comptes individuels et des pièces de dépenses. Or, si la Cour est en possession d'un nombre important de ces documents, dont elle poursuit l'examen avec toute la célérité possible, il reste encore à produire :

a) *Par le Département des Finances :*

- 1° Les dépenses acquittées de mai 1917 à décembre 1918 ;

- 2° Les comptes des comptables ordinaires ;
- 3° Les comptes du caissier de l'État ;
- 4° Les relevés des recettes accidentelles ;

b) *Par le Département de la Justice :*

Les doubles des ordonnances de paiement des années 1917 et 1918 ;

c) *Par le Département des Sciences et des Arts :*

Les doubles des ordonnances de paiement des années 1914 à 1918, sauf ceux se rapportant aux articles 69 et 73 ;

d) *Par le Département des Affaires étrangères :*

Les doubles des ordonnances de paiement des années 1914 à 1918 ;

e) *Par le Département des Travaux publics :*

Les doubles des ordonnances de paiement des années 1914 à 1918 (budget ordinaire) ;

f) *Par le Département des Chemins de fer :*

Les doubles des ordonnances de paiement des années 1914 à 1918 et les ordonnances de régularisation.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Président,

PIRON.

ANNEXE II.

MINISTÈRE DES FINANCESAdministration
de la**TRESORERIE**

et de la

DETTE PUBLIQUE2^e direction. — 1^{er} bureau.

N° _____

Bruxelles, le 9 septembre 1921.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que l'Administration de la Trésorerie est d'accord sur la situation indiquée par la Cour des Comptes dans sa lettre du 30 août dernier.

Une Commission composée de fonctionnaires de cette administration a été constituée au mois de juillet, à l'effet de rechercher les moyens de satisfaire au légitime désir de la Commission des Finances de voir dresser, dans le plus bref délai possible, les comptes des années 1914 et suivantes.

Veuillez trouver sous ce pli copie d'une note faisant connaître les renseignements qui ont pu être rassemblés jusqu'à présent.

Par lettre de ce jour le Département des Finances demande à la Cour des Comptes de bien vouloir déléguer un de ses fonctionnaires pour prendre part aux délibérations de la nouvelle Commission.

Agréez, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Directeur général,*CORYN.

NOTE POUR M. L'ADMINISTRATEUR-DIRECTEUR GÉNÉRAL.

Les fonctionnaires désignés par M. l'Administrateur-Directeur général se sont réunis le 22 et le 27 juillet dernier, à l'effet d'examiner la possibilité de reprendre dans un bref délai la reddition normale des comptes de l'État.

Voici les renseignements qu'ils ont pu rassembler jusqu'à présent sur l'état des comptabilités particulières et générales des recettes et des dépenses.

Comptabilité générale.

Le dernier compte général déposé sur le bureau de la Chambre des Représentants est celui de l'année 1913. Pour dresser le compte général de 1914, il nous manque les états généraux des Administrations des chemins de fer, des postes, des télégraphes et téléphones, des contributions, des douanes et accises de l'enregistrement et des domaines, ainsi que l'état général des opérations des agents du Trésor.

Conformément à l'avis émis par la Commission, la deuxième Direction a adressé, le 25 juillet, au Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, une dépêche lui demandant vers quelle date ses différents services seront à même de produire l'état général de leurs opérations de 1914. Cette dépêche a été rappelée au Département des Chemins de fer le 25 août dernier.

L'état général des opérations des agents du Trésor pourra être dressé dans deux ou trois mois.

Comptabilité de l'Administration des Contributions.

Cette comptabilité n'a pu être arrêtée pour les années 1914 et suivantes, la Direction de Bruges n'ayant pas été à même de fournir, en ce qui la concerne, les principaux éléments nécessaires, notamment : le montant des rôles, celui des droits constatés en matière d'accise, les recettes effectuées et les restes à recouvrer.

Après l'armistice, on s'est trouvé devant de nombreuses difficultés : le montant des impôts à percevoir n'avait pas été établi ou bien avait été recouvré sur des rôles formés soit par les bourgmestres ou les receveurs communaux, soit par les receveurs des contributions. Quant aux recettes effectuées, certaines avaient été versées intégralement aux communes ou à un fonds spécial créé par les Allemands. En ce qui concerne les sommes recouvrées en vertu de rôles réguliers, dans beaucoup de cas, il n'est pas possible, par suite de la perte de nombreux documents, de déterminer par qui elles ont été payées.

Ensuite d'un examen minutieux de ces différents points, l'Administration des Contributions, dans une note adressée au Directeur à Bruges, a indiqué les mesures à prendre en vue de régulariser la situation.

Par dépêche du 27 juillet dernier, ce fonctionnaire a été invité à faire connaître la date à laquelle les comptes des receveurs sous ses ordres pourront être fournis. Comme sa réponse ne nous est pas encore parvenue, un rappel lui sera adressé aujourd'hui ou demain.

Comptabilité de l'Administration de l'Enregistrement.

Après la cessation des hostilités, la situation était à peu près la même que celle décrite ci-dessus.

Aujourd'hui les principales difficultés sont aplanies et les comptes des receveurs de la Flandre occidentale pour l'année 1914 nous sont parvenus récemment, ensuite de rappels réitérés. Nous insisterons auprès du Directeur de l'Enregistrement à Bruges pour qu'il nous transmette aussi les comptes de 1915 et des années suivantes.

M. le Directeur DETOURNAY, qui a fourni ces renseignements, estime avec raison que le personnel de ses services devait être augmenté de quatre unités, dont trois pour le 3^e bureau et un pour le 4^e bureau.

Contrôle des dépenses de l'État.

Les pièces justificatives des paiements effectués par les agents du Trésor jusqu'au 31 décembre 1917 ont été transmises à la Cour des Comptes. Celles se rapportant aux paiements faits pendant le mois de janvier 1918 sont vérifiées.

Le personnel tel qu'il est composé actuellement suffit à peine pour assurer le travail courant.

Afin de permettre l'envoi à la Cour des pièces acquittées du 1^{er} février 1918 au 31 décembre 1920, il serait nécessaire, suivant M. le Directeur Labouverie, d'adjoindre cinq agents à la 7^{me} division.

En outre, les locaux sont insuffisants ; les employés sont entassés dans les bureaux et travaillent dans des conditions déplorables.

Plusieurs agents du Trésor n'ont pas encore envoyé leur comptabilité des années 1919 et 1920. Des instructions leur ont été données par M. le Sous-Directeur Monseux pour que leurs pièces nous parviennent dans le plus bref délai possible.

Comptabilité de la Dette publique.

Tous les coupons payés en 1914 sont vérifiés et prêts à être envoyés à la Cour des Comptes, sauf les coupons présentés à la maison de Rothschild, à Paris.

Les crédits nécessaires pour faire face au service de la Dette, pendant la période de guerre, ont été rattachés au Budget de l'exercice 1919.

Comptabilité des prisons, des établissements publics et des laboratoires.

Les comptes des années 1914 à 1920 inclus sont parvenus à la Trésorerie.

Comptabilité du Havre.

Les recettes normales opérées en dehors du territoire occupé étaient insignifiantes ; les avances des Alliés et de la Banque Nationale de Belgique constituaient donc les principales ressources du Gouvernement. Ces avances étaient proportionnées à nos besoins dont l'importance ne pouvait être déterminée avant

l'ouverture de chaque exercice. Il n'était donc pas possible de dresser les Budgets conformément aux prescriptions de la loi. Mais soucieux d'observer ces prescriptions autant que possible, le Gouvernement fit établir dans la forme des Budgets de l'exercice 1914, des états de prévision de recettes et de dépenses. On comprendra aisément que ces évaluations ont dû être modifiées fréquemment, de telle sorte qu'à la fin de chaque exercice elles correspondaient à peu près, pour les voies et moyens, au montant des recettes opérées et pour les dépenses, au chiffre des paiements effectués.

Les paiements ont eu lieu :

- 1° Par ordonnances imputées directement sur le Budget et payables aux guichets de la Banque Nationale (caissier de l'État) sur l'acquit des ayants droit et le visa de l'agent du Trésor ;
- 2° Par mandats d'avance du Trésor payables dans les mêmes conditions ;
- 3° Par chèques sur les banques étrangères dépositaires des fonds versés par les Alliés ou chez lesquelles des crédits nous avaient été ouverts ;
- 4° Par mandats émis sur les crédits ouverts aux ordonnateurs ;
- 5° Par les avances de fonds ;
- 6° Par prélèvement sur la caisse des comptables, sauf régularisation ultérieure à charge du Budget.

Au 31 décembre 1918, une partie seulement des paiements effectués avait été imputée définitivement sur le Budget.

Les crédits nécessaires pour les régularisations restant à opérer ont été inscrits au Budget de l'année 1919. Ils se rapportent à tous les exercices antérieurs, y compris l'exercice 1918 qui a été clôturé le 31 décembre 1918.

Des imputations importantes pour la régularisation de paiements faits au Havre avaient déjà eu lieu sur ces crédits au moyen d'ordonnances dûment visées par la Cour des Comptes, lorsque ce Collège fit remarquer que les imputations de l'espèce ne se justifiaient pas en ce qui concerne les paiements faits avec les fonds provenant des avances des Alliés.

A notre avis cette observation est contraire à la loi sur la comptabilité de l'État et à celle contenant le Budget de l'exercice 1919.

En supposant que, eu égard aux circonstances, nous aurions pu nous rallier à la manière de voir de la Cour, l'observation aurait dû être faite plus tôt, car il n'est plus possible actuellement d'annuler toutes les opérations auxquelles ont donné lieu les régularisations déjà opérées sur le Budget de l'année 1919.

Le but que se propose la Cour est sans doute de faire apparaître dans les comptes dits « du Havre » toutes les dépenses effectuées en dehors du territoire occupé.

Ce but serait atteint si nous indiquions, pour mémoire, dans les comptes du Havre, le montant des régularisations opérées après le 31 décembre 1918.

En conséquence, nous estimons qu'il y a lieu d'insister auprès de la Cour des Comptes pour qu'elle continue à admettre la régularisation à charge du Budget de l'exercice 1919, de paiements faits au moyen des avances des Alliés.

Afin de gagner du temps il serait sans doute utile qu'un délégué de la Cour assistât aux séances de la Commission instituée au sein de l'Administration de la Trésorerie.

* .

Les opérations du Havre et celles de l'occupation feront l'objet de comptes annuels distincts, lesquels serviront de base à la confection du compte général des finances.

Quand ces comptes pourront-ils être dressés?

La Trésorerie a établi, d'après les documents qu'elle possède, le compte des avances faites par le Trésor pour le compte des différents Départements ministériels. Elle va en soumettre un extrait à chacun des Ministres, avec prière de provoquer les régularisations nécessaires.

Dès qu'il aura été satisfait à cette demande, que nous nous serons mis d'accord avec la Cour sur la manière de former les comptes et que nous aurons reçu les états généraux des différentes administrations du Département des Chemins de fer, ainsi que les comptes des receveurs des contributions de la Flandre occidentale, le travail pourra être entamé et sera poussé avec vigueur.

CORYN.

P. S. . . . Dans un but de simplification, nous pourrions proposer à la Cour de dispenser les Départements de former une ordonnance pour la régularisation de chaque paiement fait par mandat d'avance ou par chèque. Rien ne s'opposerait à ce qu'une seule ordonnance fût créée pour tous les paiements de l'espèce, imputables sur un même objet; cette ordonnance serait appuyée des pièces justificatives et d'un bordereau récapitulatif dressé par article du Budget.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1920-1921.

ACHTERSTALLIGE REKENINGEN VAN DE JAREN 1914 TOT 1918.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE
BEGROOTINGEN EN DE BEZUINIGINGEN ⁽¹⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER MECHELYNCK.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie voor de Financiën meent, vóór het einde van het zittingsjaar, aan de Kamer de inlichtingen te moeten overmaken, welke zij over de Staatsrekeningen voor het oorlogstijdperk heeft ingewonnen.

De wet houdende regeling van het rekenplichtig beheer van den Staat (art. 43) zegt, dat de Minister van Financiën, tijdens het eerste kwartaal van elk jaar, kennis geeft aan de Kamer van de Algemeene rekening der financiën over het afgesloten dienstjaar en over den voorloopigen toestand van het volgende dienstjaar met de vereischte bewijsstukken erbij, en dat bij deze rekening overmaakt aan het Rekenhof.

Deze bepaling werd sedert 1914 niet meer nageleefd; de rekeningen voor de jaren 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 werden noch aan de Kamers, noch aan het Rekenhof voorgelegd.

Bij schrijven van 28 Januari 1920 vroeg het Rekenhof aan den Minister van Financiën « of het in zijne bedoeling lag hem onverwijld de algemeene rekeningen voor het oorlogstijdvak over te maken, zoowel de rekeningen betreffende het tijdens den oorlog bezette gebied als diegene van het beheer der Regeering buiten het land ».

Den 20^e Februari daaropvolgende verzocht de Minister van Financiën zijne collega's, aan het Hof over te maken, desgevallend met bewijsstukken

(1) De Commissie bestond uit de heeren MECHELYNCK, *voorzitter*, BOLOGNE, CARLIER, DAVID, DE BRUYNE, DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSENIER, SAP, SERRUYS, SOUDAN, STRAUS, VAN LIMBURG STIRUM en WAUWERMANS.

der uitgaven erbij, het dubbel der bevelschriften tot betaling en tot crediet-opening, sedert de aankomst der Regeering te Antwerpen uitgegeven; daarenboven vroeg hij hun hem te willen kennis geven van den datum waarop zij hem de stukken van het rekenplichtig beheer van hun departement voor het jaar 1914 konden doen geworden.

De Eerste Minister, Minister van Financiën, heeft van deze briefwisseling kennis gegeven aan de Kamer, den 27^e Februari 1920; zij is verschenen als bijlage aan het Algemeen Verslag over de Begrooting voor 1920 ⁽¹⁾.

Vanaf hare samenstelling in December 1920, heeft uwe Commissie voor de Financiën zich bezorgd gemaakt over de niet-tenuitvoerlegging van de wetsbepalingen betreffende 's Rijks rekeningen; met het oog op het onderzoek der Begrooting voor 1921, welke haar kortelings zou worden overgemaakt, heeft zij beslist, vóór alle andere stukken de rekening voor het dienstjaar 1919 en den voorloopigen toestand voor 1920 te vragen.

Het Bestuur der Thesaurie heeft getracht haar voldoening te schenken; beide stukken werden haar overgelegd in den vorm welke vóór den oorlog aangenomen was voor hunne bekendmaking in de toelichting van den toestand van 's Rijks Schatkist; zij vormen bijlage aan het Algemeen Verslag over de Begrooting voor 1921 ⁽²⁾.

De Commissie voor de Financiën heeft, onmiddellijk na de stemming over de Begrooting, het vraagstuk der achterstallige rekeningen der oorlogsjaren weder aangevat. Aan het Rekenhof heeft zij nadere inlichtingen gevraagd over den toestand der verificatie gedurende dit tijdperk, en het Hof heeft haar die verschaft bij schrijven van 30 Augustus 1921. Deze inlichtingen werden den 9^e September voor juist verklaard door het Bestuur der Thesaurie, waaraan het schrijven van het Hof was overgemaakt. Terzelfder tijd liet de Thesaurie weten, dat in de maand Juli eene Commissie werd samengesteld « ten einde de middelen na te sporen om aan het billijk verlangen der Commissie voor de Financiën te voldoen, die vraagt dat de rekeningen voor 1914 en volgende jaren zoodra mogelijk zouden worden opgemaakt ».

Gelieft, Mijne Heeren, het schrijven van het Rekenhof alsmede dat der Thesaurie, als bijlage aan dit verslag te lezen.

Zullen de nieuwe maatregelen door het Bestuur der Financiën getroffen meer doeltreffend zijn dan die van 1921, en zal het ten slotte mogelijk zijn aan de Kamers de zoo vaak geëischte boekhouding der oorlogsjaren voor te leggen?

De Voorzitter-Verslaggever,

A. MECHELYNCK.

(1) Zittingsjaar 1919-1920, stuk n^o 192, bl. 33.

(2) Zittingsjaar 1920-1921, stuk n^o 261, bl. 21.

BIJLAGE I.**REKENHOF**

—
Cabinet
Van den Voorzitter.
—

Brussel, den 30^e Augustus 1921.

De achterstallige rekeningen van 1914 bevatten :

- 1° De rekening voor 1914 tot de bezetting;
- 2° De rekeningen van tijdens de bezetting;
- 3° De rekeningen van Le Havre.

De toestand is als volgt :

Het Departement van Financiën heeft nog geen aanvang genomen met de algemeene rekening voor 1914. Het opmaken daarvan is afhankelijk van de vaststelling der afzonderlijke rekeningen van de rekenplichtigen voor de ontvangsten : belastingen, registratie, spoorwegen, posterijen, telegraphen, zeewezen. Bij tal van rekenplichtigen is er tekort hetgeen voortspruit uit oorlogsfeiten ; om het bedrag daarvan vast te stellen, moet men meestal verdwenen stukken weder opstellen, hetgeen moeilijk is en veel tijd vraagt. Het bestuur van de belastingen en dat van de registratie hebben de rekeningen voor 1915 doen opmaken tijdens de vijandelijkheden, behalve in het etappengebied ; deze rekeningen werden naar het Hof gestuurd en door het Hof vastgesteld. Het Departement van Spoorwegen echter blijft, ondanks het herhaald aandringen, in gebreke. Op 1,600 stukken met deficit werden er slechts 157 aan het Hof onderworpen : bij hoogdringendheid werden zij onderzocht en vastgesteld. Dat is de voornaamste reden waarom de Minister van Financiën nog niet in staat is de algemeene rekening voor 1914 op te maken.

Wat de algemeene rekeningen tijdens de bezetting betreft, werden de stukken in zake uitgaven regelmatig aan het Hof voorgelegd, dat ze dan ook heeft onderzocht. Doch de rekeningen der rekenplichtigen van de belastingen, voor 1915 en volgende jaren, van de registratie voor de jaren 1916 en volgende, van de agenten der Thesaurie voor 1914 en volgende jaren, zijn ons nog niet toegekomen.

Wat de rekeningen van Le Havre betreft, zal het Departement van Financiën de algemeene rekening of rekeningen slechts opmaken na verificatie door het Hof, van de afzonderlijke rekeningen en van de stukken voor uitgaven. Nu, ofschoon het Hof beschikt over een aanzienlijk getal dezer stukken, waarvan het de verificatie met al den mogelijken spoed doordrijft, blijft nog over te maken :

a) *Door het Departement van Financiën :*

- 1° De betaalde uitgaven van Mei 1917 tot December 1918 ;

- 2^o De rekeningen der gewone rekenplichtigen;
- 3^o De rekeningen van 's Rijks Kashouder;
- 4^o De opgave der toevallige ontvangsten ;

b) *Door het Departement van Justitie :*

Het dubbel der bevelschriften tot betaling voor de jaren 1917 en 1918;

c) *Door het Departement van Kunsten en Wetenschappen :*

Het dubbel der bevelschriften tot betaling voor de jaren 1914 tot 1918, uitgezonderd diegene welke de artikelen 69 en 73 betreffen;

d) *Door het Departement van Buitenlandsche Zaken :*

Het dubbel der bevelschriften tot betaling voor de jaren 1914 tot 1918;

e) *Door het Departement van Openbare Werken :*

Het dubbel der bevelschriften tot betaling voor de jaren 1914 tot 1918 (gewone begrooting) ;

f) *Door het Departement van Spoorwegen :*

Het dubbel der bevelschriften tot betaling voor de jaren 1914 tot 1918 en de bevelschriften tot regularisatie.

Gelief, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting te aanvaarden.

De Voorzitter,

PIRON.

BIJLAGE II.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Bestuur van de

THESAURIE

en van

’S RIJKS SCHULD

2^e Directie. — 1^e Bureau

N^o _____

Brussel, den 9ⁿ September 1921.**MIJNHEER DE VOORZITTER,**

Ik heb de eer U te laten weten, dat het Bestuur der Thesaurie het eens is over den toestand, door het Rekenhof in zijn schrijven van 30 Augustus l. l. aangeduid.

Eene Commissie samengesteld uit ambtenaren van dit bestuur, kwam in de maand Juli tot stand ten einde de middelen na te sporen om aan het billijk verlangen der Commissie voor de Financiën te voldoen, die vraagt dat de rekeningen voor 1914 en volgende jaren zoodra mogelijk zouden worden opgemaakt.

Gelieve hierbijliggende kopij te lezen van eene nota, de inlichtingen vermeldende, welke totnogtoe konden worden ingewonnen.

Bij schrijven van heden vraagt het Departement van Financiën aan het Rekenhof, een zijner ambtenaren te willen afvaardigen om deel te nemen aan de beraadslagingen der nieuwe Commissie.

Gelief, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting te aanvaarden.

*De Diricteur generaal,*CORYN.

NOTA VOOR DEN HEER BEHEERDER-DIRECTEUR GENERAAL.

De door den heer Beheerder-Directeur generaal aangewezen ambtenaren hebben vergaderd den 22ⁿ en den 27ⁿ Juli l. l. om te onderzoeken of het mogelijk is, eerlang, met de regelmatige overlegging der rekeningen terug aan te vangen.

Hierna laten wij de inlichtingen volgen, welke zij totnogtoe over den toestand der bijzondere en algemeene boekhoudingen inzake ontvangsten en uitgaven hebben kunnen inzamelen.

Algemeene comptabiliteit.

De laatste algemeene rekening welke op het bureel van de Kamer der Volksvertegenwoordigers werd neergelegd, is die van 1913. De algemeene rekening voor 1914 kunnen wij niet opmaken, omdat ons ontbreekt : de algemeene staten der besturen van spoorwegen, posterijen, telegraphen en telefonen, van de belastingen, van de tol- en accijnsdiensten, van de registratie en de domeinen, alsmede de algemeene staat van de verrichtingen der agenten van 's Lands Schatkist.

Naar luid van het advies door de Commissie uitgebracht, heeft de tweede directie, den 25^e Juli, tot den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegraphen een schrijven gericht om hem te vragen rond welken datum zijne onderscheidene diensten den algemeenen staat van hunne verrichtingen in 1914 gedaan, zullen kunnen overleggen. Het Departement van Spoorwegen werd aan dit schrijven herinnerd den 25^e Augustus II.

De algemeene staat van de verrichtingen der agenten van 's Rijks Schatkist zal binnen twee of drie maanden kunnen opgemaakt worden.

Comptabiliteit van het Bestuur der Belastingen.

Deze comptabiliteit kon voor 1914 en de volgende jaren niet worden vastgesteld, omdat het bestuur van Brugge voor zijnen dienst niet de vereischte stukken had kunnen overleggen, namelijk : het bedrag der rollen, het bedrag der belastingen in zake accynzen, de gedane ontvangsten en de nog te innen sommen.

Na den wapenstilstand stond men tegenover talrijke moeilijkheden : het bedrag der te innen belastingen was niet vastgesteld ofwel was geïnd geworden volgens rollen die opgemaakt waren of door de burgemeesters of de gemeenteontvangers, ofwel door de ontvangers der belastingen. Wat de geïnde ontvangsten betreft, waren sommige geheel gestort geworden in de gemeentekas of in een bijzonder fonds, opgericht door de Duitschers. Voor de sommen welke krachtens regelmatig opgemaakte rollen werden geïnd, is het in vele gevallen niet mogelijk — daar vele stukken zoek zijn geraakt — vast te stellen door wic zij werden betaald.

Naar aanleiding van een nauwkeurig onderzoek over deze onderscheidene punten, heeft het Bestuur van belastingen, in eene nota tot den Directeur te Brugge gericht, de te nemen maatregelen aangewezen om den toestand te regelen.

Bij schrijven van 27 Juli l. l. werd deze ambtenaar verzocht den datum te laten kennen, waarop de rekeningen van zijne ondergeschikte ontvangers kunnen worden ingeleverd.

Daar zijn antwoord ons nog niet is toegekomen, zal hij heden of morgen aan de zaak worden herinnerd.

Comptabiliteit van het Bestuur der Registratie.

Na den oorlog was de toestand daarvan nagenoeg dezelfde, als die hierboven. Heden ten dage zijn de voornaamste bezwaren uit den weg geruimd en onlangs, na herhaald aandringen, zijn de rekeningen (1914) der ontvangers van West-Vlaanderen ons toegekomen. Wij zullen bij den Directeur der Registratie te Brugge aandringen, opdat hij ons ook de rekeningen voor 1915 en volgende jaren late geworden.

De heer Bestuurder Detournay, die ons deze inlichtingen heeft overgemaakt, meent te recht dat zijn personeel met vier eenheden zou moeten vermeerderd worden : drie in het 3^e bureel en één in het 4^e bureel.

Contrôle der uitgaven van den Staat

De bewijsstukken der betalingen door de agenten van 's Rijks Schatkist tot den 31^{en} December 1917 gedaan, werden aan het Rekenhof overgemaakt. Destukken rakende de betalingen in Januari 1918 gedaan, zijn onderzocht.

Het huidig personeel is nauwelijks voldoende om het loopend werk af te handelen.

Ten einde mogelijk te maken, dat de stukken, afgeteekend tusschen den 1^{en} Februari 1918 en den 31^{en} December 1920, naar het Hof worden gezonden, zou het, naar de meening van den heer Directeur Labouverie, noodig zijn vijf beambten aan de 7^e Afdeeling toe te voegen.

Daarenboven zijn de lokalen onvoldoende; de beambten zitten er te nauw en moeten er onder moeilijke omstandigheden werken.

Tal van agenten van 's Rijks Schatkist hebben hunne comptabiliteit der jaren 1919 en 1920 nog niet ingezonden. Onderrichtingen werden hun door den onder-bestuurder, den heer Monseux, verstrekt om zoodra mogelijk hunne stukken over te leggen.

Comptabiliteit van 's Lands Schuld.

Al de in 1914 uitbetaalde coupons werden nagezien en zijn gereed om naar het Rekenhof te worden gestuurd, uitgezonderd de coupons welke bij het huis Rothschild te Parijs werden aangeboden.

De vereischte credieten voor den dienst van 's Lands Schuld tijdens den oorlog, werden aan de Begrooting voor 1919 toegevoegd.

Comptabiliteit der gevangenissen, der openbare instellingen en der laboratoriums.

De rekeningen der jaren 1914 tot en met 1920 zijn bij de Thesaurie toegekomen.

Comptabiliteit van Le Havre.

De regelmatige ontvangsten buiten het bezette gebied geïnd, waren onbeduidend; de voornaamste inkomsten der Regeering bestonden dus uit de voorschotten van wege de Geallieerden en de Nationale Bank van België. Deze voorschotten stonden in verhouding tot onze behoeften waarvan de hoegrootheid niet kon worden bepaald vóór de opening van elk dienstjaar. Het was dus niet mogelijk de begrotingen op te maken volgens de voorschriften der wet. Doch daar de Regeering bezorgd was om deze voorschriften in de mate van het mogelijke na te leven, deed zij ramingen van ontvangsten en uitgaven opmaken in den vorm der begrotingen voor het dienstjaar 1914. Men zal licht begrijpen dat deze ramingen herhaaldelijk moesten worden gewijzigd, in zoo verre dat zij op het einde van elk dienstjaar nagenoeg overeenkwamen, voor 's lands middelen, met het bedrag der geïnde ontvangsten en voor de uitgaven, met het cijfer der gedane betalingen.

De betalingen zijn geschied :

1° Door middel van bevelschriften tot betaling rechtstreeks op de Begrooting uitgetrokken en betaalbaar bij de winketten der Nationale Bank ('s Rijks Kashouder) op onderteekening voor voldaan vanwege de rechthebbenden en het visa van den agent van de Schatkist;

2° Door middel van betaalbrieven als voorschot vanwege de Schatkist, betaalbaar onder dezelfde vereischten;

3° Door middel van checks op de vreemde banken die de door de Geallieerden gestorte sommen in bewaring hadden of bij dewelke voor ons credieten waren geopend;

4° Door middel van betaalbrieven uitgetrokken op de credieten voor de ordonnateurs geopend;

5° Door middel van voorschotten van fondsen;

6° Door geldopnemingen van de kas der rekenplichtigen, mits latere regeling ten laste van de Begrooting.

Op 31 December 1918 was slechts een gedeelte der gedane betalingen voorgoed op de Begrooting overgebracht.

De vereischte credieten voor de nog te regelen sommen werden op de Begrooting voor 1919 ingeschreven. Zij betreffen al de voorgaande dienstjaren, met inbegrip van het dienstjaar 1918 dat den 31ⁿ December 1918 werd afgesloten.

Aanzienlijke sommen tot regeling van in Le Havre gedane betalingen waren reeds op deze credieten uitgetrokken geweest door middel van bevelschriften tot betaling behoorlijk door het Rekenhof gevisceerd, toen dit College deed opmerken dat dergelijke aanrekeningen niet konden gerechtvaardigd worden, waar het betalingen gold gedaan met de fondsen die voortkwamen van de voorschotten der Geallieerden.

Naar onze meening is deze opmerking in strijd met de wet op het reken-

plichtig beheer van den Staat alsmede met de wet op de Begrooting voor het dienstjaar 1919.

Ongetwijfeld koestert het Hof de bedoeling in de rekeningen, gezegd van « Le Havre », al de uitgaven te brengen, buiten het bezet gebied gedaan.

Dit doel ware bereikt, indien wij, ter herinnering, in de rekeningen van « Le Havre » het bedrag aanwezen der na 31 December 1918 geregelde verrichtingen.

Dientengevolge meenen wij bij het Rekenhof te moeten aandringen, opdat het nog steeds aanneme, de betalingen door middel van de voorschotten der Geallieerden gedaan, te regelen ten laste van de Begrooting voor het dienstjaar 1919.

Ten einde tijd te winnen, ware het ongetwijfeld geraadzaam, dat een afgevaardigde van het Rekenhof de vergaderingen van de Commissie ingesteld bij het Bestuur der Thesaurie, bijwonen zou.

*
* * *

De verrichtingen van Le Havre en die van het bezette gebied zullen jaarlijks worden opgenomen in afzonderlijke rekeningen welke tot grondslag dienen zullen voor de algemeene rekening der financiën.

Wanneer zullen deze rekeningen kunnen opgemaakt worden?

Naar luid van de stukken waarover zij beschikt, heeft de Thesaurie de rekening opgemaakt der voorschotten door 's Rijks Schatkist ten bate der onderscheidene ministerieele departementen gedaan. Een uittreksel daarvan zal zij overmaken aan elken minister met verzoek de vereischte regelingen daarin te doen brengen.

Zoodra aan dit verzoek zal worden voldaan, zoodra wij het eens zullen zijn met het Hof over de wijze van het opmaken der rekeningen en wij in 't bezit zullen zijn van de algemeene staten der onderscheidene besturen van het Departement van Spoorwegen, alsmede van de rekeningen der ontvangers van de belastingen in West-Vlaanderen, zal het werk kunnen worden aangevat en doorgezet met spoed.

CORYN.

P. S. — Ten einde het werk te vereenvoudigen, zouden wij aan het Hof kunnen voorstellen, dat het de departementen ontslagen zou van het opmaken van een bevelschrift tot regeling van elke betaling welke werd gedaan bij betaalbrief op voorschot of bij check. Er bestaat geen bezwaar dat een enkel bevelschrift tot betaling volstaan zou voor alle dergelijke betalingen welke op een zelfde voorwerp kunnen aangerekend worden; aan dit bevelschrift tot betaling zouden toegevoegd worden de noodige bewijsstukken alsmede een borderel met opgave der zaken per artikel van de Begrooting.
